

BAZOOKA

UNE GRÈVE ET DES SYMBOLES

Par Mohamed Bouhamidi
mbouhamidi2001@yahoo.fr.

Intendants, conseillers d'orientation et inspecteurs d'éducation rejoignent aujourd'hui la protestation syndicale. Leur nombre sur le front de la contestation importe peu. Ils signalent la naissance d'une nouvelle dynamique : les fonctionnaires sortent de leur mutisme social et de l'illusion de l'Etat paternel. S'ils veulent remplir le couffin, ils doivent monter au front social, lutter par eux-mêmes. Le bidon d'huile à 850 DA, le poulet non nettoyé arrivé à 260 DA, le kilo de semoule acheté au détail à 65 DA, des légumes hors de prix, des fruits devenus objets de rêve à part la sanguine à 35 DA pèseront lourd dans la décision des fonctionnaires classés aux grades intermédiaires de sortir de leur fausse conscience de faux cadres. Ils ne peuvent plus se satisfaire de la gratification toute psychologique d'exercer une autorité sur leurs subordonnés. Leur statut d'autorité est devenu une «chiaâ bla chabaâ», traduisez comme vous voulez : une médaille sans la satisfaction ou une réputation sans les retombées matérielles. Le tassement des revenus de ces grades intermédiaires de la Fonction publique va provoquer un effet pervers. Ils deviendront une risée pour porter des titres pompeux sans les moyens financiers d'assumer leur autorité. La pression des difficultés sociales poussera de plus en plus les travailleurs à regarder leur fiche de paie comme la seule expression de leur identité : ils sont d'abord et surtout des travailleurs qui ne peuvent survivre sans placer cette condition au cœur de leurs appréciations politiques et idéologiques. Cela prendra beaucoup de temps mais c'est en train de venir. Quand les responsables des syndicats autonomes relèvent qu'ils se battent dos au mur et dans le silence assourdissant des partis d'opposition, ils mettent déjà le doigt sur un gros problème : la nécessité de prolonger leurs luttes sociales par des relais politiques. Bien fait pour ces partis pour qui la politique est une abstraction verbale, sans lien avec les petits et les grands problèmes de la société. Bien fait pour ces partis qui vivent dans l'obsession infrapolitique des jeux du pouvoir.

Si la tendance de l'élargissement du front social se confirme, les militants autonomes auront rempli l'essentiel de leur mission et leur courage, leur ténacité, leur témérité auront payé. Les travailleurs et le pays leur devront beaucoup. Et si leur grève marche aujourd'hui, 24 février, ils auront, en plus, porté la lutte au niveau des symboles.

M. B.

PERISCOOP

periscoop2008@yahoo.fr

Le Soir d'Algérie - Dimanche 24 février 2008 - Page 2

LES RÉVÉLATIONS DE DJABALLAH

Abdallah Djaballah aurait finalisé la rédaction d'un livre autobiographique, rapportent des sources proches du chef islamiste. L'ouvrage contiendrait beaucoup de révélations concernant, notamment, la période de 1989 à 1992 et les dissensions qui avaient marqué la mouvance islamiste à cette époque, ainsi que les démêlés qu'il a eus avec les dirigeants de l'ex-FIS.



GÉNÉROSITÉ

Tout le monde en parle ! Une entreprise publique a été cédée à un privé pour la modique somme de 30 milliards de centimes, alors que juste son foncier (situé sur un port maritime) dépasse de dix fois ce montant selon des sources.

Il semble, à en croire les mêmes sources, qu'un autre opérateur privé était intéressé par le rachat de cette entreprise et était prêt à verser 800 milliards de centimes. Certains vont jusqu'à dire qu'il aurait été «convaincu» de laisser tomber cette affaire.



QUATRE ENTREPRISES SUR LE MARCHÉ

Un appel d'offres national et international a été lancé pour la cession totale ou partielle du capital de quatre entreprises des secteurs BTP et de la métallurgie. Il s'agit de l'ECM d'Alger, entreprise de construction en métallurgie et aluminium, avec son capital social de 65 millions de dinars, l'Ebag de Relizane, qui a une activité liée au domaine des mines, avec son capital de 1 million de dinars, l'EGTO de travaux publics d'Oran, avec 388 millions de dinars de capital, et enfin l'EPBTP d'Oum-El-Bouaghi, pour un capital de 18 millions de dinars. Le hic est que les travailleurs de ces quatre entreprises «non déficitaires» n'ont pas été informés du processus de privatisation.



L'énigme de la fibre noire

Dans les milieux initiés, on ne parle que du rapport «accablant» transmis à la présidence de la République et aux services de sécurité concernant l'utilisation de la fibre noire en Algérie et qui en profite.

Il s'agirait, affirment les connaisseurs, de milliards de dinars de manque à gagner pour Algérie Télécom.

A ce propos, on s'interroge sur la commission d'enquête, décidée à ce propos, il y a quelques mois, et qui n'a jamais vu le jour.

